

ANALYSE SOCIOLOGIQUE DE LA MANIFESTATION

Section 1 : Les différentes idéologies des Anjouanais

Pendant la crise sociopolitique de 1997, surtout au moment où les politiciens anjouanais et d'autres agents sociaux sont impliqués dans les affaires sociales, le mouvement a pris une tournure politique. Cela où plusieurs tendances émergeaient d'une manière spontanée et complexe à Anjouan. Ainsi, on s'est rendu compte lors de nos enquêtes que l'objectif envisagé au début de la manifestation n'a pas été réalisé. En outre, tous les Anjouanais n'étaient pas unanimes à revendiquer et à provoquer le changement. Pour cette raison, plusieurs idéologies se sont éclatées au cours de la contestation. Certains militent pour le rattachement à la France ou à l'indépendance, d'autres pour une large autonomie. Rappelons qu'après les interventions des forces armées de l'Etat fédéral sur l'île d'Anjouan, une autre lutte est réapparue sur l'île, et a mis en contradiction les chefs séparatistes. Nous allons donc analyser, dans ce chapitre ces différentes tendances ainsi que la manière dont elles se sont manifestées. Cette évidence nous renvoie à analyser d'abord les rattachistes, ensuite les indépendantistes, et enfin les unionistes.

1.1. Les rattachistes

La tendance issue des leaders rattachistes est la première qui se manifeste au cours du Mouvement social et politique de 1997. On a défini les rattachistes comme étant les séparatistes qui souhaitaient un rattachement pur avec la République française. Cependant, des questions se posent : d'où vient l'idée de rattachement et pourquoi les anjouanais ont pensé à la recolonisation ? Avant de répondre à ces interrogations, il est important de déterminer les principaux leaders rattachistes anjouanais qui sont ABDALLAH Ibrahim, CHAMASSE Saïd Omar et ABDALLA Bellela.

ABDALLAH Ibrahim

Il est né en 1926 à Mutsamudu dans une grande famille de notables. Il a fait ses études coraniques chez son père et poursuit une formation religieuse de grande envergure à la Mosquée de Rifay à Mutsamudu. Ayant acquis le titre de chef religieux, il est devenu un grand Imam⁹² sans jamais fréquenter l'école publique. Il exerce le métier de bijoutier depuis les années cinquante. En 1981, il est parmi les signataires de la lettre adressée à François Mitterand pour la demande de rattachement de l'île à la France. C'est depuis la mort de AHMED Abdallah qu'il a pensé faire de la politique. Et en 1991, il est parmi les fondateurs de l'organisation pour l'indépendance d'Anjouan (OPIA) ou Mouvement Populaire Anjouanais (MPA). Il préside en 1997 le mouvement séparatiste. Mais vu les malheurs qu'a subi la population anjouanaise lors de la manifestation de 1997 et de la crise qui a secoué l'île toute entière, il s'en est senti responsable. Ainsi, il est devenu indépendantiste, au milieu du Mouvement. Finalement, il est refoulé du pouvoir par les autres séparatistes⁹³ en 1998.

CHAMASSE Saïd Omar

Il est né vers 1931 à Domoni, deuxième grande ville d'Anjouan, dans une famille noble. Il a fait ses études primaires dans sa ville natale avant de rejoindre l'école de Majunga en 1957. Il s'est engagé dans la Marine nationale française en 1964, là où il a presque fait sa vie professionnelle. Revenu aux Comores en 1980, il est aveugle, mais respecté par toute la population de Domoni. Il fait partie aussi des notables signataires en 1981 de la lettre adressée au Président français François Mitterand. Etant aussi membre-fondateur de OPIA en 1991, c'est là qu'il a commencé à faire de la politique. En 1997, il est devenu l'un des militants leaders rattachistes à la France. En septembre 1997, il est conseiller auprès du directoire présidé par ABDALLAH Ibrahim. Le 09 mars 1997, il est nommé premier ministre de l'Etat d'Anjouan. Mais il est destitué le 07 juillet de ce poste. Le 11 juillet 1997, il réalise avec Mohamed Ahmed Hazi une tentative de coup d'Etat pour renverser ABDALLAH Ibrahim. Quand le coup de force a échoué, il est resté dans sa demeure.

⁹² Dignitaire conducteur de la prière à la Mosquée.

⁹³ Etant malade le jour de l'interview pour l'enquête, c'est son élève qui a donné sa biographie. Mutsamudu, le 10 février 2007.

ABDALLAH Bellela

Né en octobre 1936 à Ouani, il est fils d'un maître coranique provenant d'une famille modeste. Il devient orphelin très tôt et entreprend une formation religieuse. Après ses études primaires à Ouani, sa ville natale, il poursuit ses études à l'école de Majunga. Dans les années soixante, il entre à l'école de la marine française, et a servi dans les rangs de l'armée française jusqu'en 1978. Revenu au pays, il exerce toujours la fonction de militaire. En 1985, il est nommé chef d'état-major des forces armées comoriennes pour la subdivision d'Anjouan. Mais il est destitué de cette fonction en 1987, mais reste officier dans l'armée comorienne. En 1990, il est chef d'une association religieuse nommée « *Bayti Chadhuli* » à Ouani. En 1991, il est invité par Ahmed Mohamed Hazi pour fonder l'OPIA. Depuis ce temps, il est militant du mouvement rattachiste. En 1997, il est parmi les leaders de l'aile dure du mouvement séparatiste. Le 14 juillet 1997, cet ancien officier est abattu par le capitaine Daoud dit MATABA pour avoir refusé de décrocher un drapeau tricolore (celui de la France) lors d'une manifestation. A ce temps là, les séparatistes le nommaient « *père de la libération* ».

Ci-après la photo de Abdallah Bellela. Cf. ANNEXES pour les photos des autres leaders rattachistes. Elles montrent que ces derniers tournent autour de l'âge de 60 à 70 ans.



Figure 6 : Le père de la libération pour l'indépendance d'Anjouan. Abattu le 14 juillet 1997 par le commandant Daoud dit Mataba pour avoir hissé le drapeau tricolore de la France.

Source : VIA, n°103, septembre 1997.

1.1.a. L'origine de l'idéologie rattachiste

L'idée du rattachement d'Anjouan à la France ne date pas d'aujourd'hui, mais cela remonte à plusieurs années déjà. Depuis le 23 novembre 1981, des notables et personnalités anjouanais avaient adressé une lettre au président de la République

Française, Monsieur François Mitterand, pour lui demander le rattachement de l'île d'Anjouan à la France⁹⁴. Parmi les gens qui ont signé cette lettre, on peut citer, Chamasse Saïd Omar, Salim Hafi, Alloui Salim, Abdallah Bellela, Bagoulamou, Abdou Mhindi, Youssouf Bouroi, Mourib Ayouba, etc. Toutes ces personnes étaient en 1997 dans la mouvance rattachiste.

En 1975, les socialistes français avaient favorisé et embrassé l'idée des Mahorais d'être avec les Français. Par ailleurs, quand François Mitterand est élu en mai 1981 président de la République Française, les socialistes en majorité au Sénat reviennent au pouvoir. A cette période, les notables anjouanais pensaient avoir le soutien des socialistes comme les séparatistes mahorais en 1975. Malheureusement, le président français n'a pas répondu et aucune réaction officielle de la France n'est pas apparue en ce moment. Donc cette lettre de 1981 constitue le premier manifeste du mouvement séparatiste avant 1997. Dans cette lettre, les notables signataires anjouanais ont bien expliqué les problèmes que traverse et qui touchent la population anjouanaise.

Cette lettre expliquait aussi que toute solution aux problèmes anjouanais passe par la France et que l'île est toujours au sein de la France. A ce point, les notables anjouanais, inspirés par le progrès économique et social de Mayotte souhaitent revivre aussi ce genre de vie. En plus, après l'indépendance de 1975, les Anjouanais se sont rendus compte, à travers les deux régimes⁹⁵ post-coloniaux ayant déjà existé, les conséquences politiques et économiques que traversent le pays. Pour cela, de nombreux Anjouanais émigrent vers Mayotte pour profiter des avantages sociaux et des emplois. Quant aux Grands-Comoriens, ils ont la tradition d'aller à Marseille. La question de Mayotte combinée avec les politiques menées aux Comores ont provoqué un effet direct sur le mouvement rattachiste dès 1981.

C'est à partir de 1991, période de la démocratie que les rattachistes se réveillent. Et en 1997, ils ont profité de la grève des élèves et des syndicats pour déclencher leur mécontentement. C'était donc le mois de juillet 1997 que réapparaît le mouvement rattachiste.

⁹⁴ VIA, n° 103, p. 25. La lettre fut rééditée en septembre 1997 par la revue.

⁹⁵ Ceux d'Ali Soilihi et d'Ahmed Abdallah.

1.1.b. L'utopie des Anjouanais

Il est à remarquer qu'au tout début des manifestations, il s'agissait de mouvement de revendication des salaires impayés des enseignants, de lutter contre une année blanche, et pour la reprise des cours des lycéens et des collégiens. Mais comme la mobilisation s'est vite effectuée, toute la population participait. C'est dans cette atmosphère que sont nées les différentes idéologies de la masse populaire puisque cette dernière est composée de différentes catégories sociales.

Bien que le but principal de ce mouvement soit de se séparer des Grands-Comoriens, particulièrement de l'Etat fédéral, on constate que la majorité de la population anjouanaise embrasse l'idée d'indépendance dans le but de rattacher l'île à la France. Rappelons que depuis l'indépendance des Comores en 1975, la population anjouanaise n'a jamais connu une vie meilleure à cause de l'instabilité politique et de la déchéance économique. En plus, la majorité de la population anjouanaise survit avec l'aide des anjouanais qui se trouvent à Mayotte. Donc si les Anjouanais réclament le rattachement de l'île à la France, c'est parce qu'ils rêvent de vivre comme les Mahorais.

Autrement dit, ils veulent gagner des salaires suffisants et réguliers, une sécurité totale avec surtout l'absence de mercenaires, une liberté de vivre, une égalité pour tous sans exception sur le travail, l'éducation et la santé et enfin, le respect des droits de l'homme. selon certains enquêtés, le seul moyen de connaître le bonheur est de revenir dans le giron de la France pour que leurs enfants bénéficient des bourses et que les personnes âgées soient aussi payés par l'Etat, comme cela se fait à Mayotte. L'idée de revivre le colonialisme est totalement ancré dans la tête des Anjouanais. Ils ont même oublié l'exploitation intense que la communauté comorienne a endurée pendant la période coloniale.

D'après nos enquêtes auprès de certains intellectuels tels les professeurs, politiciens, commerçants, le plus important dans tout cela est le droit de circuler partout dans le monde. La plupart d'entre eux, affirment que la vraie vie d'une personne réside sur la libre circulation. Car le changement de milieu peut être bénéfique chez l'homme car il peut acquérir des connaissances, développer des moyens pour sbvenir à ses besoins ainsi que des relations qui favoriseraient les biens de la société.

Donc, on constate ici que la majorité des Anjouanais rêve d'avoir une nationalité française afin de faciliter la circulation surtout s'ils veulent aller à l'extérieur. les leaders

rattachistes ne cessent dans leurs discours de parler du rattachement à l'ancienne puissance coloniale. Ils essayent à tout prix de convaincre la population à l'idée de séparation de la République Fédérale Islamique des Comores⁹⁶.

Un autre trait important qui dénote la propagation du rattachisme, repose sur les événements quotidiens que vit la population du Sud-Ouest de l'île d'Anjouan (La région de Niyoumakélé). On remarque que l'idée de rattachement à la France est beaucoup plus soutenue en majorité par les catégories sociales les plus démunies comme les paysans, les ouvriers, les menuisiers, les charpentiers, les pêcheurs, etc. Cette population du sud qui est tout proche de l'île de Mayotte est bien convaincue de la misérable vie qu'elle mène. Elle condamne l'Etat comorien et le rend responsable de ses malheurs. Donc le mouvement rattachiste est bien ancré dans les populations pauvres d'Anjouan. Les habitants des régions comme Bambao, Nyumakélé et Domoni réclament à haute voix la sécession.

Ces régions sont très proches de Mayotte, et constituent ainsi un pôle d'attraction. la majorité des habitants de ces régions écoute les radios de Mayotte et capte bien les chaînes de télévision de Mayotte. Pour ces deux raisons, ils connaissent bien le genre de vie que mènent les Mahorais. De toute évidence, c'est cette population qui émigre en masse vers Mayotte pour s'échapper non seulement des souffrances, des malheurs qu'engendre le gouvernement comorien, mais aussi pour le reste de leur vie, et celui de leurs progénitures, étant aussi de la distance qui relie les deux îles. Cette belle vie qui anime l'esprit des Anjouanais lesquels souhaitent la vivre un jour, a permis aux Anjouanais de soutenir leur union entre la France et l'île d'Anjouan. en outre, s'ajoutent les dires de leurs confrères et de leurs familles à l'étranger, qui, par le biais des médias, les encouragent à se battre pour ce rattachement puisque c'est le seul moyen, selon eux, de sortir de la situation misérable et catastrophique du pays. Ce qui est peut-être bien vrai dans tout cela est le fait de ne jamais reconnaître des biens de la part de nos dirigeants politiques ni même la moindre tentative de souci de remédier à cette situation.

Néanmoins, face à cette attitude, il n'y avait aucune possibilité d'expliquer le contraire à une population en situation de survie et de désespoir. Ainsi, la mobilisation des rattachistes a bel et bien réussi, et la voie pour le rattachement a connu une majorité absolue des habitants concernant l'indépendance de l'île. Pour les jeunes, cette voie leur

⁹⁶ Discours enregistré sur cassette audio fait le 14 juillet 1997 à la Radio anjouanaise, et interview de M. le Préfet le 20 mars 1997.

ouvrira la chance d'un meilleur avenir sur le plan éducatif, administratif et social. Certains espèrent bénéficier des bourses et continuer des études supérieures à l'étranger dans les grandes universités. Le rêve de récupérer les bureaux administratifs et de devenir des intellectuels diplômés incite les jeunes à participer massivement sur le mouvement séparatiste en particulier le rattachement de l'île d'Anjouan avec la France. D'autres reflètent leurs idées sur l'abolition du chômage. Parmi eux, « si la France accepte de diriger l'île d'Anjouan comme elle le fait à Mayotte, il n'y manquera pas d'emplois surtout pour les jeunes »⁹⁷. En plus, ils ajoutent ceci : « On gagnera beaucoup de salaire encore régulier. On s'échappera enfin des arriérés des salaires et du chômage »⁹⁸. Pour les jeunes aussi bien que les commerçants, c'est le seul moyen d'y parvenir à leurs fins et de réussir leur vie.

Quant aux commerçants, le seul objectif d'accepter la sécession est de se retirer de l'exploitation massive par le paiement des impôts et de la douane. Pourtant à leur tour, ils ne gagnent rien à cause de l'inflation des marchandises importées. Donc, ils pensent que le retour de l'ancienne puissance coloniale sera bénéfique dans la mesure où il y aura des activités d'achat et de vente qui permettront à la population d'acheter les marchandises nécessaires. Autrement dit, les zones rurales bénéficieront des marchés locaux qui favorisent l'activité commerciale.

Bref, on peut donc dire que les Anjouanais se sont inspirés de l'essor économique, politique et social de Mayotte, et pensent que le rattachement à la France est le seul moyen pour parvenir à satisfaire leurs besoins et aspirations. Mais la France n'a pas voulu de ce rattachement. Quand la population s'est rendue compte de l'importance de l'intégrité territoriale, le rattachement devenait de moins en moins probable. Les leaders rattachistes se contredisent et reçoivent les menaces de certains habitants. C'est le cas par exemple des *bimbiniens* lors de la crise ; ils ont connu beaucoup de massacres dans leur village. A ce stade, l'indépendance devient une alternative sur laquelle les séparatistes se combattent avec plus de convictions. Cela montre bien que la séparation entraîne souvent des conséquences au sein du pays. Il est vrai que beaucoup de pays indépendants sont maintenant en paix et connaît un développement durable et humain.

⁹⁷ Interview effectué auprès des étudiants de diverses écoles, ayant vécu le mouvement de 1997 ; ils sont actuellement à l'école de Patsy.

⁹⁸ Id.

Pour les Anjouanais, ils se sont lancés dans l'espoir de l'indépendance de leur île avec le rattachement avec la France sans la moindre idée de l'accord des Français qu'ils pensaient devenir leurs responsables. Par conséquent, la sécession a eu lieu mais leur rêve a échoué parce qu'ils ne vivent pas comme les Mahorais.

1.2. Les unionistes

Dans tout mouvement social, des facteurs exogènes peuvent surgir à un temps donné. De ce fait la tendance unioniste est une idéologie qui est née au cours du mouvement séparatiste. Elle oppose les rattachistes et les indépendantistes. On peut donc les qualifier d'anti-séparatistes. Cependant, avant d'analyser l'idéologie unioniste, il est important avant tout de connaître les fondateurs de cette tendance et son objectif vis-à-vis de la sécession.

1.2.a. Les fondateurs du mouvement unioniste

Ce mouvement est dirigé par trois personnages : Abdallah Sidi, Mohamed Imrane, et Anfaidine Ali. En 1997, une communauté anjouanaise dénommée « *Nouvelle Génération pour les Intérêts d'Anjouan dans l'Unité Nationale* » est née sur l'île dans le but d'œuvrer à la recherche d'une solution juste et durable garantissant l'unité et l'intégrité territoriale des Comores. Elle cherche aussi à privilégier les intérêts des Anjouanais bien que ces derniers sont délaissés par l'Etat fédéral. L'objectif de cette organisation surnommée NGIAU est de s'opposer à l'omnipotence des leaders séparatistes au début du mouvement. Leur volonté est bien connue sur la participation à la recherche d'une solution à la crise séparatiste vu l'ampleur et la violence des événements lors des différentes confrontations entre le gouvernement fédéral des Comores et l'Etat d'Anjouan.

A partir des événements du mois de juillet 1997, les cadres de NGIAU ont entrepris de nombreuses actions de mobilisation et de sensibilisation à la population anjouanaise en faveur de la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité du pays. En plus, à travers des débats télévisés, des communiqués, des réunions de mobilisation de jeunes, ce collectif NGIAU démontre l'intérêt de l'unité nationale dans le but de convaincre la population et les leaders à bâtir l'union du pays et de s'échapper des mauvaises imaginations et des rêves irréalisables.

Ainsi, les leaders unionistes ont établi de nombreux contacts avec les autorités nationales, les leaders séparatistes, les personnalités politiques nationales, les

représentants des missions diplomatiques et les institutions internationales en faveur de l'intégrité des Comores. Ce mouvement possède même un journal dénommé « *Usché* » diffusé en français qui, avec fermeté, dénonce les manœuvres démagogiques des leaders séparatistes et défend aussi plus haut et fort l'intégrité territoriale des Comores. Malgré la puissance des autres mouvements, trois mois après sa création, il est muselé par les chefs séparatistes pour ne pas dire de leurs maux, et éviter la propagation de leurs idées intentionnelles de leurs biens personnels. On peut dire parfois que l'opposition joue un rôle important dans la mesure où elle protège et défend les biens collectifs ; malheureusement elle ne possède pas souvent le pouvoir au sein de la majorité de la population.

Nous retraçons ci-après la biographie des principaux leaders unionistes.

ABDALLAH Sidi

Il est parmi les fondateurs du mouvement NGIAU. Il est né le 15 février 1957 à Ouani – Anjouan dans une famille noble. Son père est un grand commerçant. Il a fait des études coraniques, primaires et collégiens dans sa ville natale. Après son baccalauréat en 1979 au lycée de Mutsamudu, il est boursier en France où il poursuit ses études à l'université de la Sorbonne. En 1985, il est revenu au pays avec le titre d'ingénieur des ponts et chaussées. Il est attiré par le projet d'Ali Soilihi sur le nationalisme, la construction des MOUDIRIA et la réforme de l'agriculture. Après la mort d'Ahmed Abdallah en 1989, il a commencé à faire de la politique. Il est membre du parti MAESHABORA qui se présente comme les héritiers de la mouvance soilihiste. Il n'a jamais eu la chance d'exercer dans la fonction publique. Et en 1997, il est le premier à accuser publiquement le mouvement séparatiste. Il parle dans les médias pour démontrer le caractère démagogique du mouvement et pour affirmer le rattachement à l'intégrité territoriale des Comores. Il est emprisonné à plusieurs reprises et a subi les représailles des milices *embargos*.

ANFAIDINE Ali

D'origine Niyoumakéléen, il est né en 1959 à Mrémami dans une famille modeste. Il a fait ses études coraniques dans sa ville natale et effectuée à Mutsamudu ses études primaires et secondaires. En 1986, il a eu son baccalauréat et continue ses études à l'école supérieure de Mvouni (Grande-Comore) en lettres françaises et en lettres arabes. Avant la crise séparatiste, il occupait plusieurs postes politiques, surtout pendant

le régime de Djohar. En 1997, il est opposant du séparatisme. Il fait partie aussi des fondateurs de la NGIAU où il dénonce le caractère démagogique des dirigeants séparatistes. Il subit avec ses collègues Abdou Sidi et Mohamed Imrane les représailles des leaders séparatistes.

MOHAMED Imrane

Il est né le 10 novembre 1961 dans une famille très réputée de la ville de Ouani. Son père est l'Imam le plus charismatique de l'île. Il fait ses études coraniques chez sa mère et poursuit ses études primaires et secondaires à Ouani. Après son baccalauréat, son père l'envoie en France pour suivre des études supérieures en 1986. Il est revenu aux Comores avec une maîtrise en lettres françaises, une maîtrise en lettres anglaises et un doctorat en lettres arabes en 1993. Il est aussi membre du parti MAESHABORA. En 1997, il est parmi les dirigeants de la NGIAU, opposant au séparatisme. Il parle sans cesse dans les radios et télévisions dans le but de dénoncer le mouvement sécessionniste. Etant militant de l'unité des îles, il a aussi subi des violences et tortures de la part des militaires *embargos*.

Nous remarquons ici que le Mouvement unioniste est dirigé par des jeunes intellectuels qui cherchent à défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores. Mais comme ils étaient minoritaires et impuissants, ils ont subi les répressions des séparatistes lors des événements de 1997. Ils se réclament comme les héritiers d'Ali Soilihi et dénoncent la manière dont les régimes successifs ont conduit l'Etat fédéral. Ils embrassent l'idée de revenir dans le passé, particulièrement à l'époque d'Ali Soilihi car l'action de ce dernier paraît comme une promesse de réussite.

D'après les unionistes, le seul moyen de bâtir et sauver les Comores est de s'unir les uns avec les autres. On constate ici que les idéologies unionistes reposent sur une seule conception : « *L'union fait la force* ». Cela s'avère nécessaire car à présent, partout dans le monde, l'union des Etats se pratique incessamment. En Europe surtout, ce processus connaît une ampleur très évolutive. En plus, son rôle est bien déterminé puisqu'elle bâtit non seulement un avenir commun⁹⁹ au sein de la population toute entière. Mais elle œuvre aussi pour le développement durable et la solidarité entre les générations d'aujourd'hui et celles de demain. On peut donc dire que « *l'union consiste*

*à bâtir un avenir commun, à atteindre des objectifs communs et à exercer toute sorte de compétences pour arriver à réaliser ces objectifs*¹⁰⁰ ».

Donc si les Anjouanais n'ont pas atteint les objectifs envisagés lors du mouvement sécessionniste de 1997, c'est-à-dire « *vivre comme les Mahorais* », c'est parce qu'ils n'ont pas été unanimes pour partager les mêmes idées. A travers la contestation de 1997, des différents points de vue se sont réapparus et ont mis fin aux événements. C'est ce qu'on nomme en sociologie les facteurs exogènes qui parfois réalisent des changements dans une telle ou telle situation.

1.2.b. L'idéologie des unionistes

L'idéologie en tant que moyen apparent de relation au monde offre à l'individu l'illusion qu'il est une personnalité identique à elle-même, digne et morale et qu'il lui permet en même temps de ne pas l'être¹⁰¹. Dans cette histoire de sécession, chacun (les différentes tendances) accuse l'autre des fondements de leurs pensées. Chaque tendance mouvementiste se croit capable d'assurer et de défendre les biens et les intérêts des Anjouanais. Néanmoins, l'idéologie en tant qu'interprétation de la réalité est finalement toujours subordonnée aux intérêts du pouvoir. C'est pourquoi elle a une tendance naturelle à s'émanciper de la réalité, à produire un monde de l'apparence et à se ritualiser¹⁰². Pour cette raison, il ne faut pas croire à ce que avancent les individus, surtout à une période d'agitation comme celle de 1997.

Il convient de signaler que les unionistes sont formés d'intellectuels anjouanais en 1997 et qui veulent une nouvelle organisation politique basée sur une autonomie effective. Leur but principal est de préserver l'unité de l'Etat et l'intégrité du territoire. Malheureusement, ils se sont heurtés aux leaders séparatistes qui les ont empêché de développer leurs idéologies. Le mouvement unioniste lutte contre la domination et l'exploitation des Grands-Comoriens, et veut que chaque île prenne en charge sa destinée. Il se réfère beaucoup au régime d'Ali Soilihi sur l'assise de l'égalité pour tous et de la décentralisation.

⁹⁹ Comme la sécurité et l'aide sociale protègent la santé publique et combat l'exclusion sociale et la pauvreté ; elles assurent la paix et le bien-être de la population, et par ainsi le développement économique-social.

¹⁰⁰ Traité établissant une Constitution pour l'Europe, la Documentation française, Paris, 2004, p.11.

¹⁰¹ Vaclav Havel, *Essais politiques*, Calmann-Levy, 1989-1990, p.75.

¹⁰² Idem

Pour les unionistes, le mouvement socio-politique de 1997 doit être une lutte contre les injustices des dirigeants et une bataille pour les droits des Anjouanais, mais non une inspiration au retour de la colonisation ou de la scission des îles Comores. Conscients des déséquilibres économiques et socio-politiques du pays, la séparation n'est pas une solution pour le progrès de la population. Certains affirment la thèse suivante : « *Les perspectives d'avenir d'Anjouan ne sont pas de couper le cordon ombilical qui le rattache avec les autres îles sœurs. Pour cela, nous ne sommes pas favorables à une séparation pure et simple de l'île d'Anjouan* »¹⁰³.

On constate à travers ce passage que les unionistes veulent une nouvelle manière de vivre ensemble. Ils pensent vraiment à réaliser le développement durable et humain de l'île d'Anjouan. Mais on ne sait pas si c'est la vérité qu'ils disent car la politique est mensongère. On promet de satisfaire et d'assurer les besoins et les intérêts collectifs mais une fois arrivé au pouvoir, l'individu ne pense qu'à lui seul et son entourage. Parallèlement à ce que vivent actuellement les Anjouanais, le mouvement unioniste ressemble à l'idéologie de l'union des Comores. Il milite pour une large autonomie pour préserver l'unité de la République dans le respect des quatre îles. D'après les unionistes, c'est la méconnaissance de cette autonomie par l'Etat comorien qui a provoqué le déclenchement de la crise séparatiste. Ainsi, une nouvelle idéologie naît et favorise l'indépendance unilatérale.

1.3. Les indépendantistes

Comme le nom l'indique, cette tendance ne favorise aucune relation avec les îles comoriennes.

1.3.a. La genèse du mouvement indépendantiste

L'idée de l'indépendance d'Anjouan vis-à-vis de la capitale fédérale ne date pas d'aujourd'hui. cela remonte au lendemain de l'indépendance unilatérale après le coup d'Etat d'Ali Soilihi du 03 août 1975.

Ahmed Abdallah qui veut se venger d'Ali Soilihi a fait comprendre aux Anjouanais que le seul moyen de développer leur île est de renverser ce Grand-Comorien. Il a mené une campagne de sensibilisation pour convaincre à la population

¹⁰³ Discours de Nassur Saïd enregistré dans une cassette durant le référendum de 1997.

anjouanaise de lutter contre cette menace qu'a fait Ali Soilihi et de réclamer l'indépendance anjouanaise pour ne pas être sous le commandement des révolutionnaires¹⁰⁴. Malgré cela, Ali Soilihi a vite compris ce que prépare son collègue Ahmed Abdallah et a maté la rébellion anjouanaise le 21 septembre 1975 par l'intervention des *mapinduzi*.

Depuis que son pouvoir est mis en cause par le Front National Uni (FNU), les réflexes insulaires réapparaissent dans sa tête. Il ne pense qu'à la préservation de son pouvoir personnel. Bien qu'il est appelé « *père de l'indépendance* », il ne se soucie pas de l'unité comorienne. C'est sur cet angle que la sécession paraît utile aux yeux des politiciens comoriens. Cette attitude de préserver un territoire libre reste ancrée dans la tête de nos dirigeants politiques et est suivi plus tard par les élites anjouanaises.

Par ailleurs, deux ans après la mort d'Ahmed Abdallah, une organisation nommée OPIA est créée le 10 février 1991 à l'initiative du commandant Ahmed Mohamed HAZI. Cette organisation est de nature sécessionniste et cherche à instaurer un régime multipartite pendant la période de Saïd Mohamed Djohar, nommé « *père de la démocratie* » car c'est lui qui a institué la démocratie en 1991. Dès lors, une floraison des partis politiques a vu le jour, parmi eux, l'Organisation pour l'Indépendance d'Anjouan (OPIA). Le but de l'OPIA est de « libérer les Anjouanais du néocolonialisme grand-comorien et de tout système qui contribue directement ou indirectement à la domination et à l'exploitation des masses anjouanaises »¹⁰⁵. Dans le document de l'OPIA, trois idées ont été avancées : « Non à l'union, à l'exploitation et à la domination des Anjouanais par la Grande-Comore »¹⁰⁶.

Les principaux fondateurs de l'OPIA sont AHMED Mohamed Hazi, ALLAOUI Salim, CHARKANE Ahmed, HACHIM Abdou Petit, ABDALLAH Ibrahim, etc. Le 25 février 1991 un colloque est organisé par Ahmed Mohamed Hazi dans le but de soulever tous les problèmes que subissent les Anjouanais. Parmi les questions soulevées, on relève la centralisation excessive des pouvoirs dans la Capitale fédérale, et le fédéralisme inéquitable pour Anjouan¹⁰⁷.

¹⁰⁴ Ce sont les militaires d'Ali Soilihi nommé aussi *Mapinduzi*.

¹⁰⁵ Cf. Annexes.

¹⁰⁶ Idem.

¹⁰⁷ Témoignage d'Abdallah Mohammed, le 08 mars 2007 à Bandrani.

En mars 1994, des tracts signés par l'OPIA, sont distribués dans les différentes localités de l'île d'Anjouan marquant le regret de 130 années de colonisation française et invitant le peuple anjouanais à se soulever pour se libérer des fauves grands-comoriens¹⁰⁸. Bien que certains intellectuels considèrent la colonisation comme une période noire, l'OPIA la considère comme une période de prospérité et de bonheur. Cela est bien affirmé sur le tract du 24 mars 1994¹⁰⁹ qui dénote la désolation vis-à-vis de l'administration comorienne, le regret du départ de la France en 1975 et le sentiment anti-anjouanais à la Grande-Comore. Cela ne semble-t-il pas vrai car la colonisation ne nous a laissé que des problèmes au sein de la population comorienne. C'est la haine totale qui s'implante dans le pays à cause du partage inéquitable du pouvoir. Durant cette année 1994, l'OPIA ne cherche qu'à pousser les Anjouanais contre les Grand-Comoriens dans le but de contrôler tout et de prendre le devant, c'est-à-dire « diriger le pays ». Pour cela, en 1996, quand Mohamed Taki Abdoukarim est élu président de la République, toute la population comorienne rêvait de vivre dans le paradis. Malheureusement ce régime n'a fait qu'empirer les choses. Le 18 février 1997, des révoltes se sont éclatées à Anjouan et le 14 mars 1997, le pays tout entier est plongé dans une crise sociale face à l'intervention militaire sur l'île d'Anjouan.

Les indépendantistes ont profité du Mouvement séparatiste et des malheurs que Taki a causé pour lancer leur mouvement. Ainsi, le mouvement indépendantiste a pris naissance. Voici les principaux leaders AHMED Mohamed Hazi, Abdallah Mohamed et Charkane Ahmed.

AHMED Mohamed Hazi

Il est né à Bambao Mtsanga – Anjouan en novembre 1948 dans une famille noble et riche. Après des études primaires et secondaires, il se rend à Paris en 1967 pour suivre des études supérieures. Il est membre de l'Association des stagiaires et étudiants comoriens en France (ASEC) où il a appris la politique. En 1969, il est revenu au pays grand officier. Il est en contact avec Ahmed Abdallah et adhère à l'OUZIMA, le parti unique d'Ahmed Abdallah. Il est nommé en 1979 commandant des forces armées comoriennes jusqu'en 1989. Il est également nommé gouverneur de l'île d'Anjouan en 1990 et destitué de ce poste en 1991. Cette même année, il crée l'OPIA. il est devenu

¹⁰⁸ Témoignage de M. HOUFRANE mais c'est un document privé, il est aux mains des chefs. Certains d'entre eux se sont convertis en unionistes et le cachent.

¹⁰⁹ Cf. Annexes.

militant indépendantiste et entame les démarches pour la « libération » d'Anjouan. il est conseiller auprès du directoire présidé par ABDALLAH Ibrahim. Le 11 juillet 1997, il a monté avec Chamasse Saïd Omar une tentative de coup d'Etat pour renverser Abadallah Ibrahim. En 1999, il est mort d'un accident.

ABDALLAH Mohamed

Né à Ouani le 15 décembre 1948 dans une famille aussi noble. Son père est membre de la confrérie musulmane d'Anjouan (Chadhuli). Il a fait ses études primaires et secondaires (1^{er} cycle) à Ouani et ses études secondaires (2^{ème} cycle) au lycée de Mutsamudu. Etant parmi les premiers bacheliers du lycée de Mutsamudu en 1970, il est entré à l'université de Rabat (Maroc) dans le département de Droit. Revenu dans le pays en 1975 avec une maîtrise, il débute sa carrière professionnelle comme étant fonctionnaire dans le département des affaires étrangères à Moroni. En 1985, il est nommé Secrétaire de ce poste. En 1990, il est également nommé Chef du Département de la coopération internationale. Il est écarté de ce poste en 1996, et devenu un simple fonctionnaire. En 1997, il est secrétaire général de l'OPIA en même temps conseiller chargé des affaires étrangères dans le directoire d'Abdallah Ibrahim. En 1998, il est nommé Ministre de la coopération de l'Etat d'Anjouan. En 1991, il est devenu chef de la délégation anjouanaise pendant l'accord d'Antananarivo. en 2001, il est toujours chargé des affaires étrangères et en 2004, il est destitué de ce poste.

CHARKANE Ahmed

Il est né à Mutsamudu en 1948 d'une famille aisée. Il fait ses études coraniques et primaires dans la capitale. Il arrête trop tôt ses études. En 1970, il est en France pour suivre une formation sur le tourisme. Revenu au pays, il devient fonctionnaire au ministère des affaires intérieures. Il quitte ce poste et construit un hôtel à Anjouan où il passe presque sa vie professionnelle. En 1991, il est parmi les principaux dirigeants de l'OPIA dont il est le premier secrétaire. En 1997, il est devenu coordinateur auprès du président Abdallah Ibrahim. Le 27 juillet 1997, il est arrêté par les forces armées comoriennes. En 1999, il est devenu militant pour la signature de l'Accord d'Antananarivo. Il est mort en 2002.

Il est à remarquer que les leaders indépendantistes sont formés d'une équipe de jeunes intellectuels comme la génération des unionistes. Ce qui fait qu'ils ont une vision

différente de celle des rattachistes. Face à la campagne de sensibilisation qu'ils ont effectué durant la période de 1997, pour raison de convaincre la population anjouanaise de la libération de l'île, cela montre bien qu'ils ont l'intention de récupérer les postes qu'ils occupaient avant. Cela peut être vrai dans la mesure où si une personne a déjà goûté au pouvoir (connaît déjà la valeur du pouvoir), il ne voit pas d'autre bien meilleur que de rejoindre ce pouvoir. De ce fait, les indépendantistes cherchent à acquérir, par le biais des Anjouanais le pouvoir afin de réaliser leur rêve et non le souci de sortir Anjouan du fossé des autorités politiques comoriennes. Nous allons analyser les idéologies de cette mouvance indépendantiste et chercher à savoir ce qui a permis certains Anjouanais de suivre cette tendance. Etant donné qu'on est déjà indépendant depuis 1975 et que le pays reste toujours sous-développé avec une domination de la pauvreté et des conditions de vie catastrophique.

1.3.b. Le chemin de l'indépendance

L'indépendantisme est la troisième idéologie née du séparatisme. Les indépendantistes sont les leaders séparatistes qui se veulent prendre une autre position qui n'est pas en relation avec les deux autres tendances précédentes. Ils veulent leur « indépendance totale et unique pour l'île d'Anjouan ». Ceci dans le but de se retirer du pouvoir central et de se montrer capable et responsable de diriger leur île sans leur aide ni celle des Français.

Cette mouvance indépendantiste regroupe plusieurs catégories sociales. Chaque groupe social dénonce l'incompétence et la faiblesse des autorités politiques comoriennes pendant vingt deux ans, face à l'arrogance de l'Etat comorien, des colons français et de la haine des Grands-Comoriens vis-à-vis des Anjouanais, ces derniers déclarent en août 1997 leur indépendance à l'ensemble comorien. D'après les enquêtés, la sécession consiste, premièrement, au refus du rattachement d'Anjouan à la France afin d'éviter la domination et l'exploitation des Français. Deuxièmement, elle consiste à s'échapper des dangers et des malheurs qu'engendrent l'Etat comorien de jour en jour. D'autres disent que l'indépendance est une manière de viser haut pour gagner les droits et les intérêts des Anjouanais. Donc, pour eux l'indépendance est la seule issue pour sauver non seulement le peuple anjouanais mais elle ramènera les dirigeants comoriens à la raison par rapport à la situation désastreuse qui mine l'île d'Anjouan depuis 1975.

La sécession anjouanaise est désastreuse dans la mesure où elle a implanté et accentué la haine entre les nationaux et a aussi aggravé la crise économique, politique et

sociale du pays. Cependant, le plus malheureux dans toute cette histoire est que cette indépendance totale est une conception absurde et inconcevable puisqu'elle ne sera jamais reconnue sur le plan international. La preuve en est que depuis la déclaration de « l'Etat d'Anjouan » en 1997, toutes les aides reçues de l'extérieur se tournent vers les deux autres îles. Et même s'il demande, il n'en reçoit pas.

Par ailleurs, le pseudo « capable de diriger notre île » ne sert à rien parce que on ne peut pas diriger un pays qui ne possède rien. La seule conception qui reste est d'exploiter la population et de la faire souffrir surtout les pauvres avec leur agriculture et la main-d'œuvre qu'ils déploient pour leur vie quotidienne. En tout état de cause, on constate que les séparatistes partagent au moins une idée commune face à la sécession : la ferme volonté de faire la séparation vis-à-vis du pouvoir fédéral. Seuls, les unionistes ne partagent pas cette idée, car ils veulent bien se séparer du pouvoir central mais pas d'une façon catégorique. Au moins, ils veulent garder l'unité et l'intégrité territoriale des Comores.

En réalité, cette indépendance est conçue comme la voie de la liberté et du bonheur pour une population qui est au bord de l'abîme. Pour cela, une majorité des Anjouanais embrasse l'idée d'indépendance totale de l'île d'Anjouan. Pour les politiciens intellectuels, ils se croient, avec le peu d'économie qu'on gagne dans certains bureaux administratifs et les recettes qu'on reçoit auprès de la douane, les ports et les hydrocarbures, capables de diriger le pays et payer régulièrement les fonctionnaires anjouanais. Mais ils oublient carrément qu'être chef au pouvoir demande une immense assurance de responsabilité envers la population toute entière. Il est évident que ces personnalités cherchent bien à récupérer leurs postes d'avant, puisqu'ils étaient tous déjà responsables de tel ou de tel autre poste dans les régimes précédents, mais ils n'ont rien fait pour les habitants d'Anjouan à cause de leur engouement pour le pouvoir et de leur politique du « ventre ». Ils ne pensent qu'à la réalisation et à la poursuite de leurs intérêts personnels. Comment peut-on les croire encore ? On ne sait jamais mais ce sera un miracle. En plus, on ne sait pas non plus ce que le destin de Dieu et l'avenir réserve à la population comorienne. La vérité est que cette catégorie indépendantiste de politiciens a joué un rôle important dans la sensibilisation dans le but de convaincre la population pour le chemin de l'indépendance.

Quant aux paysans, une catégorie sociale qui occupe la majorité des Anjouanais, ils pensent suivre le bon chemin. L'idée d'indépendance est le seul moyen de ne pas revivre l'esclavagisme et de se sauver de l'inflation des produits de rente et agricoles.

Ils ne dépendent pas des Grands-Comoriens ou des Mohéliens pour effectuer leurs transactions sur le marché extérieur. Primo, les exportations se font vite, secundo, leurs marchandises de vanille et de girofle ne seront pas exclus pour perdre de valeur du fait que certaines quantités déjà mises en conditionnement comportent des pierres ou du sable dans le but de peser lourdement. Certains paysans affirment que cette magouille se fait surtout sur les produits provenant de Grande-Comore. Pourtant, à l'extérieur, les acheteurs ne tiennent pas compte de l'origine de l'île d'où proviennent les marchandises mais plutôt du pays destinataire. En outre, ils pensent qu'il y aura suffisance de nourriture puisqu'ils n'ont plus à aller vendre leurs produits (légumes etc.) à Grande-Comore. Il ne leur est jamais venu à l'esprit qu'un jour, ils auront besoin des aliments en provenance de Mohéli ou de Grande-Comore. S'ils réfléchissent bien, ils verront que les échanges commerciaux favorisent l'économie du pays alors qu'ils refusent tout contact commercial de la part de leurs frères.

D'après les fonctionnaires anjouanais, c'est mieux pour eux de ne pas être commandé par les Grands-Comoriens. D'abord, ils souhaitent se procurer de beaucoup de profit après l'indépendance du moment où ils n'abandonnent pas leur famille pour aller travailler à Ngazidja. Le fait de vivre leur vie professionnelle à Grande-Comore ne leur plaît pas car là-bas, la vie est très chère et ils n'arrivent pas à encaisser assez pour faire des économies à envoyer à leur famille. Ensuite, les professeurs ne voient pas du tout l'intérêt d'apporter et de distribuer leurs connaissances aux Grands-Comoriens puisqu'ils ne gagnent rien en échange. Il est très rare voire même impossible de trouver un professeur grand-comorien enseignant à Anjouan. Ce sont toujours eux qui tirent les plus grands bénéfices dans plusieurs domaines. « *Ils est grand temps maintenant qu'on aide notre pays* »¹¹⁰

Les Anjouanais se croyant les plus intellectuels par rapport aux Mohéliens et aux Grands-Comoriens garantissent d'assurer plusieurs fonctions pour aider leurs enfants et leurs familles tout en fondant à la base une éducation performante à tous les niveaux. Car, l'éducation est la clé primordiale pour réaliser le développement d'un pays. Tout a été dit, il ne reste que les réactions, c'est-à-dire la faisabilité et la réalisation de leurs actes.

¹¹⁰ Témoignages des professeurs : Moutu, Halifa, Moussa et Boudri, 25 – 30 avril 2007.

Dans cette mouvance indépendantiste, une minorité de jeunes étudiants diplômés considèrent cette vie comme agréable. Avant, ils souhaitaient avoir une éducation de base très développée de la part de leurs professeurs. Mais ils constatent que ces derniers exercent presque leur métier à l'extérieur, surtout ceux qui sont très qualifiés (en diplôme). La seule idée qui revient à leur esprit pendant la sécession est de réaliser leurs études pour devenir cadres qualifiés et compétents pour remplacer leurs aînés et supérieurs et protéger la population anjouanaise. Ces jeunes constatent que les Anjouanais sont détestés par les Grands-Comoriens et les Mahorais. La seule chance d'éviter ces haines est de se séparer d'eux, ensuite exploiter le peu de ressources qui existent sur l'île pour régulariser les salaires des fonctionnaires et assurer des bourses d'études aux étudiants qui veulent aller poursuivre leurs études dans les universités étrangères.

Il est évident que d'autres rejoignent la piste de l'indépendance dans le but de réussir facilement leur baccalauréat. A cet égard, certains pensent aux difficultés des échanges de sujets et au massacre des corrections que les Grands-Comoriens font subir aux copies anjouanaises. Par contre, d'autres imaginent directement des solutions de facilité : *la corruption*.

Pour les premiers, ils pensent que les notes seront fiables et non truquées une fois que les corrections se fassent dans l'île d'origine. Donc il n'y aura pas de partialité pour certains élèves. Quant aux deuxièmes, c'est un moyen facile d'établir des contacts avec des professeurs ou des membres de jury pour obtenir les sujets d'examen ou pour truquer les notes et les moyennes. Ce qui est sûr et certain, la corruption est inévitable dans les pays africains.

Pour les commerçants, l'indépendance totale et unique d'Anjouan représente le seul moyen de dédouaner leurs marchandises à bas prix ou de ne même pas les payer. Des commerçants disent ceci : « Ce port est à nous, on peut faire ce qu'on veut. En plus les grands navires qui transportent les marchandises alimentaires et les pétroliers ne nous dérangent pas. Les bateaux livrent toutes les marchandises ici à Anjouan à cause du minuscule port de Grande-Comore ; cela prend beaucoup de temps. Maintenant c'est facile d'obtenir nos marchandises en une semaine »¹¹¹. Evidemment, cette attitude gratuite met en péril l'économie du pays étant donné qu'il n'y a pas de contrôle. En

¹¹¹ Enquête effectuée auprès des différents commerçants, 10-12 mai 2007, Mutsamudu.

outre, les gens profitent de la situation pour importer en quantité toute une série d'objets. Enfin, cela engendre la concurrence et favorise les secteurs informels.

Par ailleurs la voie des indépendantistes influence les autres couches sociales comme les pêcheurs, les artistes, les menuisiers, les mécaniciens, etc. Après avoir été libérés de l'exploitation des colons français et des répressions des Grands-Comoriens, les Anjouanais pensent créer de la main-d'œuvre dans leur pays et vivre paisiblement avec leur famille sans être sabotés ni insultés à Mayotte ou à Grande-Comore. Ces rejets donnent le courage de créer et de transformer la nature.

En effet, l'indépendance d'Anjouan est bien voulu par la majorité de la population. Cette dernière soutient l'idée de rattachement à la France et celle de l'indépendance totale et unique d'Anjouan. Certes les Anjouanais souhaitent diriger leur île et assumer toutes les responsabilités, mais ces dernières demandent beaucoup de confiance, de courage pour réussir et réaliser le développement du pays. Si on se réfère aux régimes précédents après l'indépendance des Comores, la réflexion qui se pose est de savoir si les Anjouanais peuvent vraiment atteindre le développement de l'île d'Anjouan sans l'ensemble des Comores ou bien c'est seulement une partie de la population qui va bénéficier des biens du pays pour se venger de l'opposition.

Ce qui est sûr, les séparatistes ne sont pas en unanimité à cause de leurs diverses idéologies. Cette attitude peut déjà mettre en péril le mouvement séparatiste, particulièrement le devenir de l'île autonome d'Anjouan. A cet égard, on se demande si l'indépendance est vraiment l'idéale solution pour sortir les Anjouanais de la misère.

En réalité, vu la situation qui se présente à Anjouan, l'indépendance est conçue carrément pour la voie de la liberté et du bonheur d'une partie de la population. On remarque aussi qu'il y a des contradictions entre les citadins et les ruraux. Les premiers s'intéressent réellement au fait d'être libres par rapport au pouvoir central, tandis que les derniers pensent à l'idée du rattachement de l'île à la France. Les antagonismes entre ville et campagne s'installent et sont pour quelque chose. Certains d'entre eux disent ceci : « *L'indépendance, on connaît déjà, nous, ce qu'on veut, c'est la France* »¹¹². De ce fait, l'idée d'indépendance n'a pas eu une majorité par rapport à l'idée du rattachement. Ainsi, un mur sépare les rattachistes des indépendantistes puisqu'ils partagent un point commun.

¹¹² Témoignages des paysans du sud et du centre de l'île, 1-3 mars 2007.

Néanmoins, une autre question se pose : on se demande si la sécession est la solution convenable aux résolutions des problèmes politiques, économiques et sociaux des Anjouanais. Pourtant, ce n'est pas le cas puisque parmi les séparatistes, il y a ceux qui ont été déjà nommé, dans le temps, chefs ou membres des régimes précédents, alors qu'ils n'ont pas aidé cette population durant leur mandat.

La situation actuelle de l'île d'Anjouan est menacée par la dictature et l'absolutisme du Président MOHAMED Bacar. Il est grand temps de penser à reconstruire les Comores ; c'est l'unique espoir pour les Anjouanais de revivre dans la tranquillité, la liberté, la sécurité et la paix même s'ils n'ont pas obtenu ce qu'ils souhaitent : le bonheur. L'union fait la force. Paraît-il qu'en unissant nos forces et nos pensées, nous arriverons à créer un Comores nouveau sans la moindre instabilité politique ni crise économique, sociale et financière. Seulement, cette conception est possible si la population entière participe massivement au Développement du pays. Bref, le mouvement séparatiste est réalisé qu'il soit en bien ou en mal. Il reste maintenant à étudier les conséquences qu'il a engendrées au sein du peuple anjouanais.

Section 2 : Les impacts du mouvement séparatiste

Les manifestations ont débuté par une grève des enseignants et des étudiants ; l'intervention militaire a engendré une participation massive de la population. A partir de là, trois dates, à savoir, le 18 février 1997, le 14 mars 1997, et le 03 septembre 1997, marquent les différents affrontements entre les militaires du gouvernement fédéral et la population anjouanaise. Néanmoins, avant d'imposer nos critiques, il est important de faire un bilan général sur les dégâts matériels et humains qu'occasionnait le mouvement. Vu en plus la négligence de nos dirigeants et des intellectuels comoriens, particulièrement à Anjouan, il n'existe vraiment pas de dossiers précis où sont enregistrées les données concernant ces événements. Tout ce qu'on a récolté est le fruit d'un premier travail. Donc les chiffres obtenus sont uniquement des estimations.

2.1. Bilan général

La grève de février 1997 et l'intervention des militaires grands-comoriens contre la manifestation de mars 1997 ont causé beaucoup de dégâts. Les deux événements se sont seulement déroulés dans la capitale, Mutsamudu. Donc, les pertes humaines sont plus considérables que les dégâts matériels.

2.1.a Pertes humaines

Concernant la manifestation du 18 février 1997, le bilan n'est pas lourd puisque la majorité de la population n'a pas participé à la grève. Il s'agit de revendication d'arriérés de salaires de trois mois sur onze mois. Les agents promoteurs sont les enseignants et les élèves particulièrement les collégiens et les lycéens. Au fur et à mesure du temps, d'autres fonctionnaires réclamaient la même chose, et ont aussi intervenu. Pour cela, le Chef de l'Etat a ordonné les forces armées anjouanaises (police et gendarmerie) d'empêcher la grève. Alors la lutte s'est engagée entre forces de l'ordre, jeunes et syndiqués. Le bilan est de un mort du côté civil : c'est un élève et, une dizaine de blessés dont quatre ont été gravement blessés. En fait, on ignore le nombre exact des arrêtés, mais plusieurs sont pris et ont été emmenés à la police. Comme la foule ne possède pas d'armes, aucune perte humaine du côté des militaires. Quant aux dégâts matériels, les affrontements n'ont pas duré et aucune destruction n'a pas été enregistrée étant donné la courte durée de la contestation.

Après les arrestations, le mouvement a pris une autre allure. La manifestation devint grandiose et plusieurs personnes y participèrent dans le but de crier à la libération des sujets arrêtés et à la démission du président Mohamed TAKI. Le 14 mars 1997, ce dernier a envoyé, à Anjouan, une centaine de militaires pour renforcer les forces armées afin de libérer les routes barrées et pour faciliter la circulation des biens et des personnes. Les militaires ont tiré dans la foule. Le bilan est de quatre morts, vingt blessés et une soixantaine d'arrestations. Face à cette intervention militaire, l'armée anjouanaise s'est rangée du côté des civils. Malheureusement l'armée nationale se sentit visée à cause des lancements de bombes et grenades de gaz lacrymogène provenant du côté de la population et des militaires anjouanais. Les conflits ont duré deux semaines. Une vingtaine de maisons furent endommagées et incendiées, parmi elles, le bâtiment du premier ministre. Face à cette situation, les politiciens anjouanais ont profité de la situation pour mobiliser la population en envisageant le chemin de l'indépendance.

Le 03 août 1997, les Anjouanais réclament l'indépendance de l'Etat d'Anjouan avec 10.000 personnes rassemblées à Mutsamudu. L'armée provenant de Grande-Comore est battue. Donc, les Anjouanais se sont bien préparés car ils savent et croient qu'un jour, les forces fédérales de l'ordre reviendront pour se venger. Par ailleurs, le 03 septembre 1997, les militaires grands-comoriens au nombre d'environ 300 ont débarqués à Anjouan. Les tirs entre l'armée fédérale et celle anjouanaise ont blessé six

civils à Ouani. Dans la capitale, les affrontements ont causé des pertes humaines très importantes, de même à Mirontsi. Les dégâts ont été énormes.

Autrement dit, le troisième débarquement a causé tant de malheurs aux Anjouanais. Sur 300 soldats envoyés par le gouvernement fédéral, 50 ont été tués, 86 emprisonnés, 03 gravement blessés, et 30 se sont enfuis ; le reste, 169, sont retournés à Grande-Comore dès le premier jour de la guerre. Du côté anjouanais, aucun mort pour les soldats durant les affrontements entre les deux camps. Les morts enregistrés se sont tués volontairement. Seuls des civils sont morts au cours des combats, mais on en ignore le nombre ; pourtant un jeune garçon, resté à la maison fut tué par une balle perdue.

La majorité des soldats de l'Armée comorienne sont des Anjouanais (60%). Vue l'évolution de la guerre, certains ont regagné leur île et ont retrouvé leur famille. On n'en connaît que quatre. Quant aux blessés, il y en avait 40 dont 18 ont été évacués à Mayotte, et encore trois d'entre eux, dans un état très grave, ont été transférés à la Réunion. Le seul arrêté était ABDALLAH Ibrahim pour l'annonce du retour à la normalité qu'il a faite à la radio. La population se réfugia dans les villes côtières pour échapper aux répressions des militaires fédéraux.

Le malheur est que ces militaires ont dévalisé l'argent des boutiques et violé des femmes dans certaines villes. A cette période, les migrations des Anjouanais vers Mayotte, Mohéli et Grande-Comore se sont intensifiées. D'après les données recueillies au CAP (Collaboration – Action – Pérénisation)¹¹³, les migrations vers Mayotte furent très nombreuses¹¹⁴. Le mouvement a engendré beaucoup de dégâts et engendré des séquelles dont les familles en souffrent encore aujourd'hui et qu'elles n'arrivent pas à effacer de leur mémoire.

2.1.b. Pertes physiques et morales

Bien que les affrontements se sont effectués entre deux camps opposés, toutes sortes d'armes ont été utilisées lors de la lutte. Le traumatisme s'installe chez la population anjouanaise surtout chez ceux qui ont perdu leur profession et des membres de leur famille. La plupart d'entre eux reçoivent du travail très précaire qui ne vaut rien, c'est-à-dire qui ne satisfait pas leurs besoins. Pourtant, avant ils étaient des chefs, des

¹¹³ ONG se trouvant à Ouani, s'occupant de santé publique, d'éducation, d'agriculture, etc.

directeurs ou des fonctionnaires très qualifiés. D'habitude, ces genres de personnes s'exilent vers l'extérieur parce qu'ils ont honte de rester au pays. Parfois, ils trahissent leur population et vont construire leur vie à l'extérieur en sachant bien que leur retour au pays natal ne leur rapporte que des malheurs. Etant donné que tout le monde les haïssent des maux qu'ils ont causés à la population. C'est le cas par exemple de notre chef Abdallah Ibrahim, Mohamed Abdou Madi, etc. Mohamed Abdou Madi après avoir été nommé porte-parole durant le mouvement séparatiste n'a pas osé trahir son peuple sans avoir donné des raisons valables pour son retour à Grande-Comore. Le mouvement est multidirectionnel, ils se sont rendus compte qu'il n'est pas bénéfique à leurs besoins. La majorité de la population anjouanaise s'est rendu compte de la méconnaissance de l'indépendance de l'île à l'échelle internationale. Donc, tout ce qu'elle pense devenir ne fut qu'un rêve. Mohamed Abdou Madi pense et affirme que son retour à Moroni est une opportunité politique de garder encore l'honneur et la fonction politique¹¹⁵ au sein du gouvernement comorien.

Quant aux pertes physiques, nombreux sont devenus infirmes. Ils gardent même jusqu'à présent des cicatrices, et ont perdu certains organes de leur corps. Des jeunes filles et des femmes victimes de viol ont des souvenirs pénibles qui restent à jamais ancrés dans leur mémoire. D'autres personnes ont été battues et torturées jusqu'à la mort.

Des familles comme celle de Bellela et de Ometa affirment ne jamais parvenir à oublier l'assassinat de leurs enfants¹¹⁶. De la même façon, les Bimbiniens ont été conduits à Sima, et ont été interrogées, humiliées sous la torture à cause de soit-disant fausses informations faisant état d'un débarquement militaire sur les plages de Bimbini et de Bambao-Mtsanga. Ces deux localités ont subi beaucoup de malheurs à l'issue de soupçons que font les séparatistes. Le mouvement fait peur et exerce une forte pression dans certaines localités de l'île. On constate que l'indépendance n'est pas voulue par toute la population. Certes, les militaires fédéraux ont causé de multiples massacres, mais les séparatistes eux aussi s'y sont préparés, face aux tortures, aux humiliations et aux agressions sans motifs valables ni réelles.

¹¹⁴ cf. ANNEXES

¹¹⁵ Interview effectué au Journal ARCHIPEL n°171 du 24 juillet 1998, p.8.

¹¹⁶ Enquêtes effectuées auprès de ces famille et de l'ami de Ometa Mohamed.

2.1.c. Pertes matérielles

Les pertes matérielles sont considérables, mais trois villes ont été complètement touchées par les bombardements. Les destructions de maisons, de fils électriques, de routes, de voitures et d'autres biens ont laissé des places vides dans ces villes, Bimbini, Mutsamudu et Mjamawé. Ce sont les villes côtières qui ont connu des dégâts importants. A Mutsamudu, des lignes téléphoniques et électriques sont coupées. Des bâtiments et boutiques sont détruits. Parmi eux, il y a les établissements d'ABDALLAH fils à M'Bouyijou et près de Al-Qittoir. En plus, le bâtiment de Mohamed Abdou a été saccagé par les séparatistes, il se situe entre Mutsamudu et Mirontsi. En effet, pendant la guerre civile entre les mutsamudiens et les mirontsiens, des massacres et des vols commis par les deux camps ont provoqué des pertes matérielles pour certains citoyens.

Dans le quartier de Chitsangani où se trouvent des villas de mutsamudiens, les mirontsiens ont saccagé et pillé tous les objets de valeur étant donné que les propriétaires se sont enfuis vers la capitale pour fuir la guerre. A l'inverse, les mutsamudiens pour se venger à leur tour, ont braqué les boutiques de Ismaël Darouss et celle de Anissi à M'Jihari. On remarque que ces conflits entraînent la faillite de nombreux commerçants et l'appauvrissement de certaines familles anjouanaises. Par conséquent, les actes de viol et de vol ont aggravé la crise dans l'île d'Anjouan. A cette phase, les habitants de la capitale condamnent les dirigeants politiques et surtout les chefs séparatistes d'avoir causé tous ces malheurs.

Dans la matinée du samedi 09 août 1997, Ahmed Bourhane avec ses compagnons ont planifié un coup selon lequel des militaires fédéraux sont descendus à Bimbini. D'après l'enquête effectuée auprès de cette localité, c'était un coup monté par les habitants de Sima dans le but de mettre à feu et à sang Bimbini. Ces derniers ont fait appel à l'armée anjouanaise pour repousser l'invasion de l'île. Des actions criminelles dirigées par les Simaois ont été perpétrées à Bimbini. Le bilan s'avère très lourd :

- le revêtement de la route menant à Bimbini a été détruit à plusieurs endroits ;
- une villa appartenant à un Bimbinien, située à Mirongani a été saccagée et pillée ;
- l'école primaire, la bibliothèque et la pharmacie villageoise ont été incendiées ainsi que tout un quartier, environ 49 maisons ont été entièrement brûlées.

- L'adduction d'eau rénovée récemment à cette période avec l'aide du FADC a été sérieusement endommagée (tuyaux cassés et château d'eau démoli) privant ainsi d'eau tout le village de Bimbini. Comment peut-on comprendre ces violences qui dépassent l'entendement humain ?

A vrai dire, la haine s'installait entre les habitants de l'île. Les soupçons gagnent du terrain chez certains habitants. Ils pensent que les Bimbiniens sont des anti-séparatistes alors qu'ils n'ont pas des preuves qui montrent cette attitude contradictoire. Cela ne paraît-il pas logique dans la mesure où à cette période, le ministre de la fonction publique, Nidhoim Attoumane est d'origine Bimbinien. On ignore la raison pour laquelle les Simaois se sont acharnés à agir ainsi. Bien sûr, toute haine a une origine. Mais il faut remonter dans le passé pour la découvrir. La plupart du temps, c'est une question de valeurs, de titres honorifiques qui permet aux individus de se contredire et de se haïr à tel point qu'ils n'arrivent pas à cacher leur méchanceté.

Dans la localité de Mjamawé, la destruction matérielle n'est pas considérable. Ce sont seulement les maisons de la mère d'Abdou Madi qui ont été détruites par les milices *embargos* d'Anjouan. C'est la période où Abdou Madi est retourné dans l'île après s'être déjà enfui à Moroni. Son retour à Anjouan a provoqué la perte des richesses de sa famille. Tous les objets de valeur ont été volés. En plus, une voiture a été saccagée par des jeunes bandits accompagnés par l'armée *embargo*. Depuis que Abdou Madi a trahi son peuple, sa famille n'a jamais été en paix. La preuve en est que même lors la mort de sa mère, il n'est pas autorisé à assister aux funérailles¹¹⁷. Cet homme est détesté à Anjouan à cause de sa trahison et ses prises de position divulguées par les journaux¹¹⁸. On n'a jamais pensé qu'un jour cet homme politique aura accès à habiter dans l'île. Les Anjouanais ont vite oublié ce qui s'est passé en 1997. comment peut-on croire que Abdou Madi fera du bien aux Anjouanais d'après ce qu'on lui a fait durant la mort de sa mère ?

En plus, il occupe actuellement un poste très important à Anjouan. On se demande s'il ne profite pas de cette occasion pour se venger. Il est à constater que tous les hommes politiques qui ont été des chefs séparatistes, sont en compétition avec le gouvernement de l'union. Ils dirigent l'Etat d'Anjouan dans le but seulement de remplir leurs poches non pas pour garantir et défendre les biens de la population. En effet, la

¹¹⁷ D'après un interview passé à Mjamawé, mai 2007.

¹¹⁸ Archipel n°171, 24 juillet 1998, pp.7 & 8.

souffrance anjouanaise s'accroît de jour en jour. Ce sont les pauvres qui en subissent les conséquences bien qu'ils n'ont pas les capacités d'être aussi au pouvoir. L'avenir du pays est en danger vu l'évolution de la situation politique actuelle qui se présente sur l'île d'Anjouan.

L'heure est plutôt à l'unification qu'à la division, à la réconciliation qu'à la séparation. Pendant que les puissances européennes tendent vers une Europe unie, nous ne devons pas nous diriger vers le morcellement et le déchirement. Cette pensée est bien solide et réelle, il reste à sensibiliser la population et à convaincre les chefs politiques anjouanais à changer de mentalité et de bien penser à l'avenir du pays. Consciente des malheurs que cause l'Etat d'Anjouan, la majorité des anjouanais regrette amèrement l'indépendance de l'île autonome d'Anjouan¹¹⁹.

Tableau n°4 : Bilan total des 3 grands événements de 1997 :

Du début de la grève jusqu'à la fin du Mouvement

Morts		Blessés		Arrestations et emprisonnements		Réfugiés et fugitifs	
Civils	Militaires	Civils	Militaires	Civils	Militaires	Civils	Militaires
Environ 23	Environ 42	Environ 50	Environ 20	Environ 75	86	Environ 100	150
Total approximatif : 45 à 65		Total approximatif : 62 à 70		Total approximatif : 161		Total : 250	

Source : Données recueillies dans différents journaux :

Al-Watwan : N°477, 21 août 1997, p.5
N°482, du 19 au 25 septembre 1997, p.5
N°481, du 12 au 18 septembre 1997, p.4
N°474 du 25 au 31 juillet 1997, p.2
VIA : N°103, septembre 1997, p.35
N°122, août 1998, p.57

Les manifestations ont débuté en février et se sont achevées septembre 1997. cela fait huit mois de crise à Anjouan à compter aussi les périodes de transitions des conflits. Ce bilan total montre bien l'importance des dégâts des trois événements qui se sont déroulés en 1997. cette crise est bien continue jusqu'à maintenant car des familles vivent dans le malheur et dans des souvenirs pénibles inoubliables. Quant à la

¹¹⁹ Observation-participation effectuée sur terrain durant quatre mois.

population anjouanaise, la majorité vit dans le désespoir. Ce tableau indique le nombre de personnes mortes, blessées, arrêtées, emprisonnées, réfugiées et enfuies. Il explique bien les pertes en vie humaines dans les deux camps : l'armée nationale du développement (AND) envoyé par le gouvernement fédéral d'un côté, et les Anjouanais de l'autre.

On remarque que ce sont les civils qui ont été les plus touchés. Ils n'avaient pas d'armes pour combattre leurs adversaires, mais en plus ce ne sont pas des personnes destinées pour faire la guerre. En plus, ils ne sont pas encadrés par la sécurité. Cette dernière ne font que la garde des chefs politiques, de leur famille et des bâtiments administratifs. C'est pourquoi aucun dirigeant politique particulièrement les chefs séparatistes ne sont pas morts ni blessés. On peut dire que ce sont les civils qui ont subi beaucoup les conséquences du mouvement. Non seulement ils sont impuissants pour faire face aux répressions de l'armée nationale du développement, mais aussi ils se sont négligés par la sécurité anjouanaise. C'est là où ils commencent à sentir les malheurs de l'indépendance et les mauvaises idéologies de leurs dirigeants politiques.

Il s'agit de manipulations politiques pour certaines personnes. En fait, en temps de crise, c'est facile de tromper le peuple et de trouver des boucs émissaires. Ce qui est révoltant dans cette affaire, c'est le silence des intellectuels anjouanais. Cette attitude silencieuse voue l'avenir du pays à un échec certain. Les gens oublient vite, mais il n'y a pas d'indépendance sans écoulement de sang. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en Afrique dans les années 50 et dans les années 60. Si la population anjouanaise avait bien analysé la situation du pays pendant la réclamation et la prise de l'indépendance jusqu'à l'heure actuelle, ils auraient su très bien la vérité et auraient découvert les mensonges et les manipulations de leurs chefs politiques. L'idée de devenir indépendant a fait des ravages dans l'esprit de la population anjouanaise. En plus, le rêve de devenir des Français ou de vivre comme des Mahorais les a poussé à réagir comme des gamins. Malheureusement ils ne peuvent rien ni effacer le passé comme le dit l'adage suivant : « *Le malheur ne revient qu'après* ». Nous souhaitons qu'un jour ce peuple connaîtra la paix et le bonheur car tout problème a une solution.